La politique forestière de la papeterie française

Y. Claudel

► To cite this version:

Y. Claudel. La politique forestière de la papeterie française. Revue forestière française, 1959, 2, pp.119-124. 10.4267/2042/27473 . hal-03382106

HAL Id: hal-03382106

<https://hal.science/hal-03382106>

Submitted on 18 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA POLITIQUE FORESTIÈRE DE LA PAPETERIE FRANÇAISE

La publication récente d'une ordonnance autorisant la perception d'une taxe sur les papiers et cartons consommés en France, dont une partie doit servir au reboisement, en étant versée au Fonds forestier national, matérialise l'intention de l'industrie papetière française de participer activement à l'œuvre de reforestation du territoire.

Les préoccupations forestières sont incontestablement de plus en plus vives dans ces milieux industriels, et elles se sont déjà traduites par un certain nombre d'initiatives prises en plein accord avec la Direction générale des eaux et forêts ou avec ses conservations locales, entre autres par un recensement rapide des ressources forestières, par des études de marché, par le recrutement de techniciens de la forêt, par la création d'une coopérative forestière, etc... On peut donc déjà constater l'existence d'un effort forestier de la papeterie. Mais, il semble utile de le définir avec plus de précision, et de voir en quoi il peut consister quand on tient compte des impératifs économiques auxquels est soumise cette industrie.

Développement récent de la fabrication des papiers, cartons et celluloses.

Evolution des sources de matières premières.

Depuis vingt ans, l'activité de la papeterie française a considérablement augmenté, puisque notre production de papiers et de cartons est passée à 1 313 000 tonnes pour la moyenne 1936-1939, à 2 104 000 tonnes en 1957. Il est remarquable de constater que cette augmentation de production ne s'est pas faite par un recours proportionnel à l'importation de bois et de pâtes, mais essentiellement par une utilisation accrue des ressources nationales, au rang desquelles le bois tient la première place.

Alors que les réceptions de bois français étaient en moyenne de 769 000 stères par an de 1936 à 1939, elles ont atteint en 1957 le chiffre de 3 746 000 stères. *Ces réceptions ont donc été presque multipliées par 5, exactement par 4,87.* Cette augmentation donne la mesure la plus exacte de l'intérêt pris par la papeterie aux ressources françaises.

Les importations de bois étrangers, en fait de sapin et d'épicéa, qui étaient de 900 000 stères par an avant la dernière guerre, ont atteint le chiffre de 1 097 000 stères en 1957, ce qui donne une augmentation de 22 % seulement. On remarquera aussi que les importations de vieux papiers et de chiffons ont considérablement diminué en valeur absolue dans les vingt dernières années, bien que dans le cas des vieux papiers au moins, la consommation annuelle ait largement doublé dans la même période. Enfin, les importations de pâtes étrangères, en passant de 478 000 tonnes en moyenne en 1936-1939 à 551 000 tonnes en 1957, n'ont augmenté que de 15 %, proportion bien faible si on la compare à l'énorme accroissement de notre production de papiers et de cartons.

Le tableau suivant rendra plus parlants ces chiffres :

Catégories	Moyenne 1936-1939		Année 1957	
	Réceptions nationales	Importation	Réceptions nationales	Importation
<i>Bois :</i>				
Sapin - Epicéa ..	250 000 st	900 000 st	884 000 st	1 097 000 st.
Pin sylvestre ...	25 000 st	—	452 000 st	—
Pin maritime ...	293 000 st	—	1 150 000 st	—
Châtaignier	176 000 st	—	440 000 st	—
Autres feuillus ..	25 000 st	—	820 000 st	—
	<u>769 000 st</u>		<u>3 746 000 st</u>	
<i>Pâtes</i>	354 000 T (1)	578 000 T	880 000 T (1)	551 000 T

Sa lecture montre l'importance d'u développement de la consommation des bois de feuillus qui est passée de 200 000 st environ avant la dernière guerre, à 1 260 000 st en 1957. Les bois de feuillus sont donc dès maintenant les plus utilisés. Les réceptions dépassent de beaucoup celles de bois de sapin et d'épicéa, et même celles de bois de pin maritime. L'essentiel de cette évolution date des toutes dernières années. Les achats de hêtre de la Société Industrielle de la Cellulose d'Alizay représentent presque le tiers de ce total.

L'effort forestier de la Papeterie, commencé en fait depuis la dernière guerre, se caractérise donc avant tout par un appel considérablement accru, tant en valeur absolue qu'en valeur relative, aux ressources nationales. Il est certes possible que dans certaines périodes la résorption de stocks ligneux en excédent soit trop lente

(1) Chiffres de production comprenant les pâtes pour textiles et les pâtes de végétaux annuels.

au gré des producteurs. Par exemple, en ce moment, la conjonction de divers phénomènes et plus particulièrement de deux hivers doux qui ont entraîné une large mévente du bois de feu, amène incontestablement une grande difficulté dans l'écoulement des bois d'industrie de feuillus, mais cette situation passagère, qui ne devrait plus se représenter grâce à une organisation rationnelle du marché, ne doit pas conduire à minimiser l'importance du débouché offert à la forêt française par l'industrie des papiers, cartons et celluloses, puisque près de la moitié de la consommation en pâtes de bois est couverte par les ressources forestières nationales. Il est au contraire nécessaire de souligner toute l'importance, en somme nouvelle, du débouché papetier pour nos massifs forestiers.

L'industrie papetière continuera à augmenter ses emprunts aux ressources ligneuses nationales

Il est normal que les industriels, devenus aussi largement tributaires de ces ressources, se soient préoccupés de les mieux connaître, de rechercher une augmentation de production à la mesure de leurs besoins, et de prévoir l'avenir plus lointain en s'intéressant à la mise en valeur des forêts. Ce sont autant de problèmes à la solution desquels ils demandent de participer. Cette tendance récente, qui est la *conséquence de l'intérêt porté par l'industrie à nos ressources nationales*, définit ce qu'il faut entendre par son effort forestier, effort qui revêt ainsi pour elle une importance toute particulière.

Le tableau précédent montre que les industriels français font encore un large appel à l'importation de bois et de pâtes, c'est-à-dire de matière première ou de produits demi-finis provenant soit des pays scandinaves, Suède et Finlande surtout, soit d'U.R.S.S. et d'Amérique du Nord. Or, ces pays font un gigantesque effort d'équipement pour la production de produits finis ou de pâtes. Comme ils travaillent à des conditions plus économiques que notre industrie, en raison de l'abondance de la matière première, du bas prix des transports par flottage, du bon marché de l'énergie, etc..., leur production est pour elle une redoutable concurrence. Il est surtout permis de douter qu'elle puisse se procurer dans l'avenir les matières premières, alors que ces fournisseurs auront tout intérêt à exporter des produits finis. A l'heure actuelle, à l'égard de ces pays, la papeterie française n'est ni autonome ni compétitive. Seul un recours accru aux ressources locales peut permettre d'atténuer les conséquences de ces deux traits caractéristiques de notre économie papetière, ou tout au moins de ne pas les voir exagérément s'aggraver.

On prévoit d'autre part une expansion des besoins nationaux en papiers, cartons et celluloses, expansion qui est un fait d'expérience

pour les deux dernières décades, et qui, avec plus ou moins de régularité, doit continuer quand ce ne serait que sous l'influence de l'accroissement de la population. Si l'on veut maintenir les importations de matières premières ou de produits demi-finis, ou même finis, dans une limite raisonnable, correspondant à nos disponibilités en devises étrangères, la Papeterie doit accroître sa capacité de production à partir des ressources nationales. Il y a là pour elle une raison supplémentaire de s'intéresser aux problèmes forestiers. Les prévisions d'extension de la consommation pour les prochaines décades font état d'une multiplication par le coefficient 4 de la consommation de bois de Papeterie français d'ici 20 ans, les importations de bois ou de pâtes restant à leur niveau actuel.

Devant s'aligner sur le rythme de l'expansion générale du pays, tout en étant menacée dans ses sources extérieures de matières premières et ayant besoin d'être protégée contre une concurrence qui bénéficie d'avantages qui constitueront encore longtemps pour elle un sérieux handicap, la Papeterie compte de plus en plus sur les forêts françaises. Mais, réciproquement, le débouché qu'elle offre aux producteurs forestiers, et qui comporte des perspectives d'expansion marquées, revêt tous les jours pour eux plus d'importance et leurs intérêts respectifs sont de plus en plus liés.

Les préoccupations forestières actuelles de l'industrie papetière. Esquisse d'une politique à cet égard.

Les préoccupations essentielles de l'industrie devant les problèmes posés par son approvisionnement en bois, sont, nous l'avons esquissé, de trois ordres :

- une meilleure connaissance des ressources forestières existantes et de l'accroissement annuel des forêts,
- la possibilité de mobiliser des ressources accrues dans les prochaines années qui s'annoncent les plus difficiles en face de la concurrence étrangère.
- la création de ressources à l'échelle des besoins futurs dans deux ou trois décades.

On ne pourra répondre au premier point, avec une précision satisfaisante, que par l'inventaire forestier national, qui doit être exécuté par les pouvoirs publics, en raison de l'ampleur des moyens à mettre en œuvre pour le réaliser.

Poser le second problème peut paraître chose peu compréhensible au moment où les ressources en certains bois feuillus sont abondantes. Il faut tenir compte cependant de circonstances momentanées qui ne constituent pas une moyenne valable, et en fait, au cours de ces dernières années, l'industrie papetière n'a pu s'assurer des

ressources supplémentaires de bois de certaines essences que grâce à une récupération poussée des délignures dans les scieries.

Il est aussi douteux que l'on puisse augmenter, au point d'arriver par exemple à les doubler, les réceptions actuelles de rondins, de tremble, de peuplier ou de bouleau dans les dimensions exigées si les autres débouchés de ces bois restent à peu près constants. On pourra recourir à d'autres essences feuillues et au bois de taillis de petit diamètre; celui-ci garde tout son intérêt, mais est finalement un produit assez coûteux quand il est rendu en fabrication si on calcule son prix non au volume apparent mais au volume réel en tenant compte des difficultés d'écorçage.

Pour que la production nationale de pâtes puisse augmenter, il est donc très important que la sylviculture s'oriente plus spécialement vers la satisfaction des besoins en bois des industriels, surtout dans les forêts soumises, réservoir aux disponibilités considérables, par une modification des révolutions et par une intensification des éclaircies et des mises en régénération.

Enfin, la préoccupation de la création de ressources nouvelles par le boisement ou le reboisement s'explique d'elle-même quand on prévoit à plus long terme le développement des besoins en matière première.

L'industrie veut participer activement à la solution de ces problèmes, c'est-à-dire y consacrer certains moyens. Il est toutefois nécessaire de placer ces moyens dans le cadre de l'ensemble des conditions dans lesquelles évolue actuellement cette industrie. L'accroissement considérable de la production nationale de papiers, cartons et celluloses a demandé d'énormes investissements, tant pour la création d'usines nouvelles que pour l'extension et la modernisation d'usines existantes. Comme ces investissements sont récents, ils sont encore loin d'être amortis, et dans certains cas n'ont peut-être pas même commencé à l'être. Le recours aux bois feuillus, d'ailleurs spectaculaire, ne s'est pas fait sans une conversion profonde des usines et des modes d'utilisation de la pâte. Or, ces équipements sont très lourds et très onéreux. D'autre part, l'importance du prix représenté par la matière première entrant dans la composition de l'unité de produit fini lui impose des taux d'achat de cette matière première nettement limités, d'autant qu'il est important qu'elle travaille aussi près que possible des cours mondiaux. La concurrence des pays gros producteurs de pâtes et de papiers et particulièrement des pays scandinaves serait d'ailleurs aussi fatale à la papeterie française qu'à celle de nos partenaires du marché commun et indirectement aux producteurs forestiers.

L'affectation au reboisement d'une partie de la taxe récemment créée sur les papiers et cartons constitue déjà un effort important de cette industrie en matière forestière. Pour toutes les raisons précédentes, elle ne peut envisager que d'une manière limitée l'achat

des domaines forestiers, alors que ses concurrentes étrangères en possèdent parfois de très importants. Elle peut par contre contribuer, en suivant d'autres voies, à la solution des problèmes que nous avons posés, et en particulier participer à la rénovation d'une partie de notre patrimoine boisé en collaborant avec les producteurs et en favorisant les investissements privés en sylviculture. Les points suivants retiennent en particulier toute l'attention des industriels :

— développement de l'emploi des bois nationaux, en concurrence avec une récupération des déchets de tous ordres. Les propriétaires producteurs de bois seront d'autant plus encouragés dans leurs investissements en vue d'une amélioration de leur production, qu'ils trouveront des débouchés actuels plus aisés pour leur bois d'industrie.

— étude de la régularisation des marchés d'approvisionnement en bois visant à rassurer les producteurs sur les possibilités d'écoulement des produits de leurs exploitations; étude de contrats de fournitures avec l'Etat en tant que le plus gros des producteurs forestiers dans le cadre par exemple d'un renouvellement des aménagements en fonction des nouveaux débouchés offerts au bois.

— développement des investissements privés en sylviculture. Alors que l'on fait appel à l'épargne privée dans les domaines industriels les plus variés, le placement forestier est plutôt une spéculation immobilière qu'une spéculation fondée sur la mise en valeur des forêts. Le cadre nouveau du groupement forestier, ou si l'on veut de la société civile forestière peut servir de base à ces investissements de capitaux privés que l'intervention de l'industrie pourrait stimuler très efficacement, en donnant lieu par suite à des réalisations à grande échelle.

— participation à la recherche forestière appliquée et à l'effort de vulgarisation, qui, sur le plan de la forêt privée, pourra développer le plus rapidement possible la mise en pratique des résultats acquis.

Comptant sur la forêt française, mais constituant aussi pour elle un débouché vital, la Papeterie peut enfin aider très utilement l'administration forestière dans ses efforts, pour accélérer la remise en valeur du patrimoine forestier et lui assurer certains moyens nécessaires pour remplir cette tâche. Elle est décidée à participer à l'action forestière actuelle en appuyant toute initiative visant à augmenter les moyens de cette administration sur le plan de la recherche et sur ceux de la sylviculture et du reboisement. Elle sait aussi que la forêt privée représente des possibilités d'approvisionnement considérables, dans son état actuel et dans les perspectives de développement que peut lui apporter une sylviculture plus intensive, à condition que l'on puisse établir de part et d'autre une collaboration confiante et efficace.

Novembre 1958.

Y. CLAUDEL.